

## COMITE REGIONAL DE PROGRAMMATION DES FONDS EUROPEENS 2014-2020 EN FRANCHE-COMTE

PV DE LA REUNION DU VENDREDI 03/04/2015

Le vendredi 3 avril 2015 s'est tenue, en visioconférence dans les lieux suivants, une réunion du Comité Régional de Programmation des programmes européens 2014-2020 sous la présidence de **Madame Nathalie DAUSSY** représentant Monsieur le Préfet de Région et de **Monsieur Axel LIMACHER**, représentant Madame la Présidente du Conseil régional de Franche-Comté.

### **Participaient à cette réunion :**

#### Besançon – Conseil régional, salle City 2

Dominique DE FILIPPO, Jean-François ISLASSE Ethel GRAIN, Frédéric CLERC, Jérôme ZAPPELLA, Anne-Hélène BUNOD, François BITTARD, Jean-Marc CAPRA, Patricia VIONNET, Région Franche-Comté  
Aimery LEHMANN, DIRECCTE  
Annick LINARD, SGAR  
Christine DUBIEF, Préfecture du Doubs  
Anne MARQUET-JACQUEMOT, Jean-Michel BOUDART, Département du Doubs

#### Lons-le-Saunier – Centre numérique du Jura (Juratic)

Laurent CHABAUD, Stéphanie FAUCHER, Département du Jura

#### Vesoul – Conseil départemental de la Haute-Saône - Salle de réunion des élus n°207 – 2<sup>ème</sup> étage

Gaël CROUHY, Véronique AVIOTTE, Département de la Haute-Saône

#### Belfort – Conseil départemental du Territoire de Belfort

Nathalie MONNIOT, Sébastien BUGNON, Département du Territoire de Belfort

### **Membres excusés :**

Fabienne DEGUILHEM, Directrice régionale de la DRJSCS  
Fabien MALARD, Préfecture du Jura

• **13002 - BGE Franche Comté – Entrepreneur de demain**

**Description de l'opération :**

Ce projet s'articule autour de 3 axes :

Axe 1 : « Accompagner les territoires dans l'accueil des porteurs de projet ». Il s'agit de proposer des services et des outils aux territoires francs comtois afin de rendre l'accompagnement à la création d'entreprise plus accessible à l'ensemble des habitants de la région sur le réseau visio services. Les bornes visio services sont des bornes interactives installées dans des lieux ouverts à tous, qui permettent d'entrer en contact directement avec les services publics comme Pôle emploi, la CAF, la MSA, la CPAM en visionnant son interlocuteur.

Axe 2 : « Accompagner les porteurs de projets sur les différentes étapes préalable à la création de leur activité ». Il s'agit de proposer un nouvel accompagnement utilisant des outils Internet permettant d'être plus performants sur le suivi de l'accompagnement, la structuration du projet et le financement participatif.

Axe 3 : « Faciliter et animer la mise en réseau et professionnaliser une communauté d'entrepreneurs » Il s'agit de constituer un réseau actif et dynamique d'entrepreneurs et partenaires afin de créer du lien grâce à des rencontres physiques et des espaces web interactifs mais également d'appuyer et d'équiper les entrepreneurs pour une meilleure performance.

**Financement de l'opération :**

Coût total éligible retenu	FEDER	Taux FEDER	Etat	Région	Département	Autre public	Privé	Bénéficiaire
676 854.42 €	271 000 €	40.04%		304 500€		1 800 €		99 554.42€

**Synthèse de l'instruction :**

Le programme d'action répond à l'objectif spécifique 1.3 accroître le nombre de créations et de transmissions / reprises d'entreprises et plus particulièrement soutien aux organismes d'accompagnement à la création dans leurs missions de montage des nouvelles entreprises.

Les résultats attendus sont l'augmentation de la création d'entreprise sur le territoire Franc comtois. Le projet répond correctement à cet objectif prévoyant d'accompagner 200 entreprises et 560 nouvelles entreprises et en permettant la création de 640 (ETP) emplois créés dans les entreprises bénéficiant d'un soutien.

Cependant, une vigilance particulière sera appliquée sur le contrôle des justificatifs des dépenses afin de croiser les informations de toutes les actions portées par BGE et financées par du FEDER sur une même période. (Vérification croisée des fiches de paie et des fiches de temps, des listes nominatives des créateurs d'entreprises accompagnés, et des budgets analytiques annuels par action de la structure).

**Echanges en pré-comité :**

Les dépenses ont évolué sur une courte période (+ 51000€ de frais de personnel en plus + frais indirects liés), en augmentant l'autofinancement (sans incidence sur le FEDER demandé).

Organisme non soumis à l'ordonnance de 2005 (attestation de l'expert-comptable) : l'attestation originale est toujours en attente.

L'action dure sur plusieurs années (ici 2014, 2015) : BGE a fourni une attestation pour prendre en charge l'autofinancement si un financement n'est pas acquis (les financements 2014 sont acquis, pas encore ceux de 2015).

Demande faite des bilans des actions antérieures, mais le contenu des actions est différent des actions précédentes, ainsi que du budget analytique de la structure (porteur multi-actions).

L'instruction de ces dossiers est complexe et chronophage.

**Echanges en comité :**

Ethel Grain précise que le dossier est désormais complet : l'attestation de l'expert-comptable et les bilans des actions précédentes ont été reçus.

Axel Limacher demande si le dossier répond bien à la ligne de partage établie avec le PON FSE. Ethel Grain confirme ce point. La Direccte n'a pas d'observation.

Ethel Grain rappelle que l'opération « créaffaires 2014 » a été programmée au dernier CRP au bénéfice du même porteur (BGE Franche-Comté) : il sera nécessaire d'être particulièrement vigilant sur la vérification des financements croisés entre les opérations.

Jean-François Islasse souligne qu'un diagnostic, permettant de situer l'action dans l'écosystème de l'accompagnement à la création d'entreprise, est demandé au porteur afin de s'assurer de la pertinence de l'action.

<b>Avis de l'instructeur</b>	Favorable à une présentation en CRP
<b>Avis du pré-comité</b>	Favorable à une présentation en CRP si compléments attendus apportés au CRP (attestation de l'expert-comptable et les bilans des actions précédentes)
<b>Avis du CRP</b>	Favorable

#### • **14001 - CRESS – Mission de développement d'affaires dans l'ESS**

##### **Description de l'opération :**

La mission proposée a pour objectif de développer l'activité économique des entreprises de l'ESS et de mieux contribuer au développement économique régional.

L'opération s'organise sur deux actions conduites du 1/1/2014 au 30/6/2016 :

1. Une action d'animation promotion et accompagnement
2. Une action d'ingénierie de projet et de gestion d'opération.

##### **Financement de l'opération :**

Coût total éligible retenu	FEDER	Taux FEDER	Etat	Région	Département	Autre public	Privé	Bénéficiaire
103 594.54 €	37 000 €	35.72 %	21 000 €	30 000 €				15 594.54 €

##### **Synthèse de l'instruction :**

Le programme d'action répond à l'objectif spécifique 1.4 "soutenir l'investissement matériel et immatériel des entreprises et des filières" pour le type d'actions "soutien à la structuration et à l'organisation des filières".

L'opération vise à structurer et organiser la filière ESS, et à renforcer l'action d'entreprises de l'ESS en donnant de la notoriété et de la visibilité à ces PME et TPE, en affichant leur professionnalisme, et, en valorisant la qualité de leurs activités.

Le programme d'actions a pour objectif d'aider 50 entreprises de l'ESS à se développer et à pérenniser une dizaine d'emplois à temps plein pour un coût moyen de 2072€ par entreprise.

##### **Echanges en pré-comité :**

La CRESS ne dispose plus de la ressource financière que constituait le FSE jusqu'en décembre 2014. Association financièrement fragile (restructuration, 1 ETP en moins,...)

Aides d'état : la CRESS n'est pas en tant que telle sur le marché économique, mais il y a quand même des retombées directement sur le développement des entreprises de l'ESS. Proposition de découpage de l'aide en de minimis auprès de chaque entreprise.

Regarder les résultats du contrôle CICC mené sur les opérations de la CRESS au titre de leur subvention globale FSE 2007-2013.

La CRESS Franche-Comté fusionnera avec la CRESS Bourgogne en 2016, les actions porteront sur les entreprises franc-comtoises exclusivement. La fusion ne remettrait pas en question le déroulement de l'opération.

##### **Echanges en comité :**

Ethel Grain précise que le dossier est désormais complet : la synthèse de la CICC au sujet de la mission FSE a été transmise par Annick Linard au service instructeur. Le contrôle n'a pas amené de remarque ni correction importantes.

Aimery Lehmann précise que la CRESS a été financée à plusieurs titres par le FSE : au titre d'organisme intermédiaire sur le programme 2007-2013 pour les micro-projets associatifs, et également au titre d'un dispositif local d'accompagnement (DLA), ingénierie d'appui au milieu associatif.

<b>Avis de l'instructeur</b>	Favorable à une présentation en CRP
<b>Avis du pré-comité</b>	Favorable à une présentation en CRP si compléments attendus apportés au CRP (rapport de la mission d'audit CICC)
<b>Avis du CRP</b>	Favorable

• **14002 – Association TRI - Opération de modernisation d'une blanchisserie d'insertion en milieu rural**

**Description de l'opération :**

L'association TRI a pour objectif de favoriser l'insertion des personnes en difficulté et de mener des actions en faveur de l'environnement. Elle abrite plusieurs activités : ressourcerie, sensibilisation à l'environnement, gardiennage de déchetterie et blanchisserie. L'activité blanchisserie souffre d'un taux d'absentéisme des salariés important et d'une productivité insuffisante. L'opération consiste en l'amélioration du process par l'achat de matériel (machine à laver, balance, logiciel de suivi du linge) et des travaux (extension du bâtiment stockage et finition, amélioration de la production d'eau), dans l'objectif de gagner en productivité et de proposer des tarifs plus compétitifs.

**Financement de l'opération :**

Coût total éligible retenu	FEDER	Taux FEDER	Etat	Région	Département	Autre public	Privé	Bénéficiaire
175 442.70 €	67 585.51 €	38.52%		46 682 €	2 481.13 €			58 694.06 €

**Synthèse de l'instruction :**

L'objectif spécifique 1.4 du PO FEDER/FSE 2014-2020 permet le financement d'actions de soutien au développement des entreprises de l'insertion par l'activité économique : équipements techniques (acquisition de matériel) et aménagement de locaux. L'opération entre dans cette typologie d'actions, elle est donc éligible. Le projet s'inscrit dans le contexte de consolidation et de diversification des filières de l'Economie sociale et solidaire porté par le plan d'action de l'ESS. En l'espèce, les travaux et équipements cofinancés permettront d'accroître le volume de linge traité - notamment dans la perspective de la réouverture des thermes de Salins en 2016 - de 12% (soit une augmentation du CA de 10%).  
Cofinancement : Région (46 682 €), Conseil général du Doubs (8 890 € sous forme d'avance remboursable consolidable).

Indicateurs : Nb d'entreprises soutenues (CO01) : 1 ; Augmentation de l'emploi dans les entreprises bénéficiant d'un soutien (CO08) : 2 ETP.

**Echanges en pré-comité :**

Le plan de financement reste à stabiliser.

Permis de construire en l'attente de réponse : le délai tacite d'accord est le 30 avril, soit après le CRP.

Proposition de contacter la mairie pour savoir où en est la demande.

On ne programmera pas tant que l'autorisation réglementaire n'est pas accordée.

**Echanges en comité :**

Le permis de construire n'a pas encore été délivré, même si la DDT 25 estime qu'il n'y aura pas d'obstacle. Axel Limacher estime que l'intérêt du dossier a bien été démontré mais qu'en l'absence de cette pièce, il est proposé un avis d'ajournement, afin de le programmer au prochain CRP une fois le permis de construire délivré.

Jean-François Islasse rajoute que le plan de financement sera légèrement révisé, notamment avec le calcul de l'ESB lié au cofinancement du CG25 sous forme d'avance remboursable consolidable, qui pourrait finalement s'assimiler plus à une subvention qu'à un prêt. Cela permettrait de programmer un peu plus de FEDER.

<b>Avis de l'instructeur</b>	Favorable à une présentation en CRP
<b>Avis du pré-comité</b>	Favorable à une présentation en CRP si compléments attendus apportés au CRP (permis de construire)
<b>Avis du CRP</b>	Ajourné

- **32005 – Habitat 70 – Réhabilitation de 24 pavillons individuels rue Marcel Peltier à Saint-Loup-sur-Semouse**



#### Description de l'opération :

Habitat 70 souhaite engager des travaux de rénovation de 24 logements sociaux, pavillons individuels, situés rue Marcel Peltier à Saint Loup sur Semouse. Ces logements font partie d'un même ensemble immobilier construit en 1977/78 dans un lotissement. Ce projet permettra d'améliorer l'isolation thermique des pavillons par l'installation d'une isolation extérieure, le remplacement des menuiseries extérieures, l'isolation des combles, la réfection de la zinguerie, le démoussage des

toitures, la réfection des installations électriques des logements et l'installation de chauffage au gaz, le tout accompagné d'une mise en place de VMC, évitant les déperditions.

Les gains prévisibles sont ainsi de :

kwhep/m²/an	Avant travaux	Après travaux	Différence
CEP (Consommation d'Energie Primaire)	606,3	101,6	504,7

#### Financement de l'opération :

Coût total éligible retenu	FEDER	Taux FEDER	Etat	Région	Département	Autre public	Privé	Bénéficiaire
721 016,80 €	96 000,00 €	13.3%		96 000,00 €		51 558,27 €		477 458,53 €

#### Synthèse de l'instruction :

Réhabilitation de 24 logements individuels en BBC : passage d'un CEP de 606,3 à 101,6 soit un gain de **504,7 kWh/m²/an (effort d'amélioration très important)**. Le projet atteint le plafond d'aide soit 4000€ par logement, soit une aide de 96000€ pour un CT éligible de 721016.80€ HT, les 40% de limite FEDER ne sont donc pas atteints.

Le porteur est un bailleur social (convention APL du bâtiment).

Cofinanceurs : Effilogis (région), prêts bonifiés (CDC)

Les travaux n'ont pas démarré, les dépenses éligibles seront uniquement des travaux sur 2015-2016, les dépenses d'études et n'augmentant pas l'efficacité énergétique ont été retirées.

Avis technique DATEE favorable et bien motivé.

Absence de surcompensation prouvée par tableau SIEG

Bonnes démonstrations des priorités transversales, notamment l'égalité femme-homme (note de 17/20).

Les indicateurs : nb ménages : 24 ; diminution des GES : 44, 32 Teq CO<sub>2</sub>

Baisse des loyers charges en moyenne de 77€ par mois (très positif).

#### Echanges en pré-comité :

Pas de remarques. Il sera nécessaire d'apporter les compléments attendus pour le CRP.

#### Echanges en comité :

Le calcul de l'ESB de l'éco-prêt CDC a été réalisé.

Axel Limacher demande des informations sur le tableau d'absence de surcompensation.

Anne-Hélène Bunod explique qu'il s'agit d'un tableau construit par le CGET et l'USH, qui consiste à faire état des dépenses et des aides accordées, permettant de justifier que le projet n'est pas surfinancé.

Jean-François Islasse rappelle que pour le programme 2007-2013, les bailleurs sociaux étaient déjà considérés comme des services d'intérêt économique général (SIEG), mais la démonstration du SIEG (mandat, absence de surcompensation) n'était pas demandée. Un audit de la CICC a conduit à réétudier les dossiers programmés au titre du précédent programme sur l'efficacité énergétique.

<b>Avis de l'instructeur</b>	Favorable à une présentation en CRP
<b>Avis du pré-comité</b>	Favorable à une présentation en CRP si compléments attendus apportés au CRP (Calcul de l'équivalent subvention brut -ESB- sur l'éco-prêt de la CDC)
<b>Avis du CRP</b>	Favorable

• **32.006 : Habitat 70 - Réhabilitation de 4 pavillons - 7 à 15 rue Docteur Doudier à Pesmes**



**Description de l'opération:**

Habitat 70 souhaite engager des travaux de rénovation de 4 logements individuels situés 7,9,11,13 rue du docteur Doudier à Pesmes, construction datant de 1978.

Ces bâtiments sont des logements mitoyens, d'un ensemble de 6 logements, dont seulement 4 appartiennent à Habitat 70.

Ce projet permettra d'améliorer l'isolation thermique des pavillons par l'installation d'une isolation extérieure, le remplacement des menuiseries extérieures, l'isolation des combles, et l'installation de chauffage au gaz, le tout accompagné d'une mise en place de VMC, évitant les déperditions.

Les gains prévisibles sont ainsi de :

kwhep/m²/an	Avant travaux	Après travaux	Différence
CEP (Consommation d'Energie Primaire)	358,93	92,46	266,47

**Financement de l'opération :**

Coût total éligible retenu	FEDER	Taux FEDER	Etat	Région	Département	Autre public	Privé	Bénéficiaire
142 510,00 €	16 000,00 €	11.2%		16 000,00 €		11 340,72 €		99 169,28 €

**Synthèse de l'instruction :**

Réhabilitation de 4 logements individuels en BBC : passage d'un CEP de 358,93 à 92,46 soit un gain de **266,47 kWh/m²/an (effort d'amélioration important)**. Le projet atteint le plafond d'aide soit 4000€ par logement, soit une aide de 16000€ pour un CT éligible de 142 510 € HT, les 40% de limite FEDER ne sont donc pas atteints.

Le porteur est un bailleur social (convention APL du bâtiment).

Cofinanceurs : Effilogis (région), prêts bonifiés CDC

Les travaux n'ont pas démarré, les dépenses éligibles seront uniquement des travaux sur 2015-2016, les dépenses d'études et n'augmentant pas l'efficacité énergétique ont été retirées.

Avis technique DATEE favorable et bien motivé.

Absence de surcompensation prouvée par tableau SIEG

Bonnes démonstrations des priorités transversales, notamment l'égalité femme-homme (note de 17/20).

Les indicateurs : nb ménages : 4 ; diminution des GES : 24,87 Teq CO<sub>2</sub>

Baisse des loyers charges en moyenne de 67€ par mois (très positif).

**Echanges en pré-comité :**

Pas de remarques. Il sera nécessaire d'apporter les compléments pour le CRP.

**Echanges en comité :**

Le calcul de l'ESB de l'éco-prêt CDC a été réalisé.

Pas de remarques

<b>Avis de l'instructeur</b>	favorable à une présentation en CRP
<b>Avis du pré-comité</b>	Favorable à une présentation en CRP si compléments attendus apportés au CRP (Calcul de l'équivalent subvention brut -ESB- sur l'écoprêt de la CDC)
<b>Avis du CRP</b>	Favorable

• **32.007 : Habitat 70 - Réhabilitation de 38 logements - 10 rue de l'Ancien octroi à Vesoul**



**Description de l'opération:**

Habitat 70 souhaite engager des travaux de rénovation d'un bâtiment de 38 logements collectifs situés 10 rue de l'ancien octroi à Vesoul.

Les objectifs principaux de cette réhabilitation sont les suivants :

- Atteinte d'une consommation après travaux de niveau BBC via notamment la mise en place d'une isolation thermique par l'extérieur,
- Amélioration des conditions de vie des locataires au travers les différents travaux prévus (confort thermique, mise en place d'une VMC hygro A, ....).

Les gains prévisibles sont ainsi de :

kwhep/m²/an	Avant travaux	Après travaux	Différence
CEP (Consommation d'Energie Primaire)	281	101	180

**Financement de l'opération :**

Coût total éligible retenu	FEDER	Taux FEDER	Etat	Région	Département	Autre public	Privé	Bénéficiaire
621 410,00 €	133 000,00€	21,4%		144 913,04 €		46 359,57 €		297 137,39 €

**Synthèse de l'instruction :**

Réhabilitation d'un bâtiment de 38 logements en BBC : passage d'un CEP de 281 à 101 soit un gain de **180 kWh/m²/an**. Le gain étant compris entre 120 et 200, l'aide est donc de 3500€/logements, soit une aide de 133 000€ pour un CT éligible de 621 410,00 € HT, les 40% de limite FEDER ne sont donc pas atteints.

Le porteur est un bailleur social (convention APL du bâtiment).

Cofinanceurs : Effilogis (région), prêts bonifiés CDC

Les travaux n'ont pas démarré, les dépenses éligibles seront uniquement des travaux sur 2015-2016, les dépenses d'études et n'augmentant pas l'efficacité énergétique ont été retirées.

Avis technique DATEE favorable et bien motivé.

Absence de surcompensation prouvée par tableau SIEG

Bonnes démonstrations des priorités transversales, notamment l'égalité femme-homme (note de 17/20).

Les indicateurs : nb ménages : 38 ; diminution des GES : 105,34 Tq CO<sub>2</sub>

Baisse des loyers charges en moyenne de 16,12 € par mois.

**Echanges en pré-comité :**

Pas de remarques. Il sera nécessaire d'apporter les compléments pour le CRP.

**Echanges en comité :**

Le calcul de l'ESB de l'éco-prêt CDC a été réalisé.

Nathalie Daussy s'interroge sur l'absence de retour sur la demande d'avis technique faite à la DREAL. Dominique De Filippo rappelle que la DREAL est citée dans les services consultés du DOMO. Annick Linard propose de clarifier les circuits de demande d'avis, afin que les avis soient sollicités à bon escient, sur les dossiers qui le nécessitent.

Concernant l'absence de retour sur les avis demandés à la DRFIP, Axel Limacher précise qu'il était convenu que la Région ne sollicite pas systématiquement un avis, mais cible les demandes d'avis DRFIP sur des dossiers précis.

<b>Avis de l'instructeur</b>	favorable à une présentation en CRP
<b>Avis du pré-comité</b>	Favorable à une présentation en CRP si compléments attendus apportés au CRP (Calcul de l'équivalent subvention brut -ESB- sur l'écoprêt de la CDC)
<b>Avis du CRP</b>	Favorable



- **32.011 : IDEHA – Opération Etupes Tours Vosges Jura Pyrénées 1bis, 3bis, 5bis, rue Cuvier à Etupes**



**Description de l'opération:**

Idéha souhaite engager des travaux de rénovation de 108 logements sociaux, sur les Tours Pyrénées, Jura et Vosges aux 1, 3 et 5 rue Cuvier, situées dans le quartier de la Montagne à Etupes.

Un des objectifs est d'améliorer l'isolation des bâtiments afin de diminuer la consommation d'énergie primaire et de diminuer l'émission gaz à effet de serre.

L'ensemble des travaux porte sur l'enveloppe des bâtiments. Ils prévoient d'améliorer l'isolation de l'enveloppe du bâtiment par l'isolation thermique des murs

extérieurs et le remplacement des menuiseries extérieures, et doit permettre aux locataires de faire des économies en termes de charges et aussi améliorer leur confort, répondant ainsi au développement durable social : maîtrise du loyer + charges dans le temps.

Les gains prévisibles sont ainsi de :

kwp/m <sup>2</sup> /an	Avant travaux	Après travaux	Différence
CEP	254	93.18	160,82

**Financement de l'opération (en € HT) :**

Coût total éligible retenu	FEDER	Taux FEDER	Etat	Région	Département	Autre public	Privé	Bénéficiaire
1 628 083,13€	378 000€	23,22%	399 014,79€	137 981,16€				713 087,18 €

**Synthèse de l'instruction :**

Réhabilitation d'un bâtiment de 108 logements en BBC

Cofinanceurs : Effilogis (Région), ANRU (Etat)

Avis technique DATEE favorable et bien motivé.

Absence de surcompensation prouvée par tableau SIEG

Les indicateurs : nb ménages : 108 ; diminution des GES : 280 Teq CO<sub>2</sub>

Baisse des loyers + charges comprise entre 35 € et 88 € selon le type de logement

Pièces manquantes : Décision du co-financeur ANRU (fin du mois)

**Echanges en comité :**

Jérôme Zapella précise qu'une lettre du directeur de l'ANRU recommandant la signature de la convention a été reçue.

<b>Avis de l'instructeur</b>	favorable à une présentation en CRP
<b>Avis du pré-comité</b>	Favorable à une présentation en CRP si compléments attendus apportés au CRP (décision ANRU)
<b>Avis du CRP</b>	Favorable



- **32.013 : Territoire Habitat – Réhabilitation énergétique de 106 logements, quartier de la Pépinière à Belfort**



#### Description de l'opération:

L'ensemble des travaux d'isolation de l'enveloppe des bâtiments et la modernisation du mode de production de chauffage doit permettre aux locataires de faire des économies en termes de charges et aussi d'améliorer leur confort, répondant ainsi au développement durable social : MAITRISE DU LOYER + CHARGES DANS LE TEMPS.

Améliorer la performance énergétique de l'enveloppe des bâtiments (isolation thermique par l'extérieur)

Remplacement des chaudières existantes par des chaudières gaz à

condensation

Mise en place d'une VMC hygroB

Les gains prévisibles sont ainsi de :

kwep/m²/an	Avant travaux	Après travaux	Différence
CEP	229	70	159

#### **Financement de l'opération :**

Coût total éligible retenu	FEDER	Taux FEDER	Etat	Région	Département	Autre public	Privé	Bénéficiaire
1 104 920,89 €	371 000€	33,58%		81 845,99€		14 183,32€		637 891,58 €

#### **Synthèse de l'instruction :**

Réhabilitation d'un bâtiment de 106 logements en BBC

Cofinanceurs : Effilogis (Région), CA de Belfort

Avis technique DATEE favorable et bien motivé.

Absence de surcompensation prouvée par tableau SIEG

Les indicateurs : nb ménages : 106 ; diminution des GES : 249,86 Teq CO<sub>2</sub>

Baisse des loyers charges en moyenne de 36,74€

Pièces manquantes : Décision du co-financeur CAB (fin du mois) et Effilogis (31 mars)

#### **Echanges en comité :**

Les cofinanceurs se sont prononcés favorablement pour cette opération. Pas de remarques

<b>Avis de l'instructeur</b>	favorable à une présentation en CRP
<b>Avis du pré-comité</b>	Favorable à une présentation en CRP si compléments attendus apportés au CRP (décisions des cofinanceurs CAB et Effilogis)
<b>Avis du CRP</b>	Favorable

- **32.014 : Territoire Habitat – Réhabilitation énergétique de 222 logements, rue Payot à Belfort**



**Description de l'opération:**

Cette opération de réhabilitation énergétique s'inscrit dans le Plan Stratégique de Patrimoine de Territoire habitat. L'objectif principal est de redonner une attractivité à l'ensemble des bâtiments dans un quartier classé en zone prioritaire.

Sur ce quartier, classé zone prioritaire au titre de la Politique de la Ville, cette opération de réhabilitation énergétique

vient clôturer le programme "ANRU I" qui prévoyait la réhabilitation énergétique de 354 logements et la démolition de 349 logements sur le Quartier des Glacis du Château à BELFORT.

Les gains prévisibles sont ainsi de :

kwhp/m <sup>2</sup> /an	Avant travaux	Après travaux	Différence
CEP	217,2	95,3	121,9

**Financement de l'opération :**

Coût total éligible retenu	FEDER	Taux FEDER	Etat	Région	Département	Autre public	Privé	Bénéficiaire
4 510 336,10 €	777 000€	17,23%		360 000 €		57 348,04€		3 315 988,06 €

**Synthèse de l'instruction :**

Réhabilitation d'un bâtiment de 222 logements en BBC  
Cofinanceurs : Effilogis (Région), CA de Belfort

Avis technique DATEE favorable et bien motivé.

Absence de surcompensation prouvée par tableau SIEG

Les indicateurs : nb ménages : 222 ; diminution des GES : 927,5 Teq CO<sub>2</sub>

Baisse des loyers charges en moyenne de 8,6 %

Pièces manquantes : Décision du co-financeur CAB (fin du mois) et Effilogis (31 mars)

**Echanges en comité :**

Jérôme Zapella précise que l'avis émis par le comité technique Effilogis (Région) est favorable avec réserve d'une condition technique (amélioration de l'isolation thermique du bâtiment). Le porteur a accepté de modifier la qualité de l'isolation pour bénéficier de ce financement. Le plan de financement sera donc amené à évoluer mais il n'y aura pas d'impact sur le FEDER programmé car le montant FEDER du plafond par logement est déjà atteint.

Axel Limacher demande des explications sur le seuil BBC qui est différent dans les 4 départements : Anne-Hélène Bunod explique que le seuil BBC est calculé en fonction de l'altitude, et varie de 96 kWhp/m<sup>2</sup>/an en plaine à 112 kWhp/m<sup>2</sup>/an en altitude pour les départements du Doubs et du Jura, et de 104 kWhp/m<sup>2</sup>/an en plaine à 120 kWhp/m<sup>2</sup>/an en altitude pour la Haute-Saône et le Territoire de Belfort (BBC Effinergie rénovation).

Jean-François Islasse souligne que ce dossier est emblématique car c'est le plus gros dossier programmé avec du FEDER sur l'efficacité énergétique, toutes périodes de programmation confondues.

<b>Avis de l'instructeur</b>	Favorable à une présentation en CRP
<b>Avis du pré-comité</b>	Favorable à une présentation en CRP si compléments attendus apportés au CRP (décisions des cofinanceurs CAB et Effilogis)
<b>Avis du CRP</b>	Favorable

- **32.015 : Habitat 25 – Amélioration de 124 logements rue Schlumberger à Besançon**

**Description de l'opération:**

L'Office public de l'Habitat du département est propriétaire de 124 logements sis 15 à 21 rue Schlumberger à Besançon.

Lors de sa séance du 19 mars 2013, le bureau du Conseil d'Administration a autorisé l'engagement de cette opération. Elle s'inscrit dans le Plan Stratégique du Patrimoine de l'Office comme une réhabilitation

visant à pérenniser, améliorer et redonner de l'attractivité à cet ensemble immobilier et à réduire de manière substantielle les charges des locataires tout en améliorant le confort.



Les gains prévisibles sont ainsi de :

CEP (kwp/m²/an)	Avant travaux	Après travaux	Différence	Aide FEDER par logement
Bâtiment A	309,56	84,3	225,26	4 000 €
Bâtiment B	248,01	89,29	158,72	3 500 €
Bâtiment C	279,55	81,13	198,42	3 500 €
Bâtiment D	285,97	82,73	203,24	4 000 €

**Financement de l'opération :**

Coût total éligible retenu	FEDER	Taux FEDER	Etat	Région	Département	Autre public	Privé	Bénéficiaire
1 657 172,90 €	465 000 €	28,06%		120 000 €		323 574,68€		748 598,22 €

**Synthèse de l'instruction :**

Réhabilitation de 4 bâtiments de 31 logements chacun, soit 124 logements en BBC : passage d'un CEP de 248,01 à 309,56 à un CEP final de 81,13 à 89,29. Le gain est supérieur à 200 pour les bâtiments A et D, et compris entre 120 et 200 pour les bâtiments B et C. Pour les bâtiments B et C, l'aide est donc de 3500€/logements, et pour les bâtiments A et D de 4000€ soit une aide de 465 000€ pour un CT éligible de 1 657 172,90 € HT, les 40% de limite FEDER ne sont donc pas atteints.

Le porteur est un bailleur social (convention APL du bâtiment).

Cofinanceurs : Effilogis (région), CAGB, prêts bonifiés

Les travaux n'ont pas démarré, les dépenses éligibles seront uniquement des travaux sur 2015-2017, les dépenses d'études et n'augmentant pas l'efficacité énergétique ont été retirées.

Avis technique DATEE favorable et bien motivé.

Absence de surcompensation prouvée par tableau SIEG

Priorités transversales, le diagnostic égalité femme-homme n'est pas complet.

Les indicateurs : nb ménages : 124 ; diminution des GES : 748,8 Teq CO<sub>2</sub> (résultat très impactant)

Hausse du couple loyer/charge comprise entre 26€/mois (T2) et 37€/mois (T3 et T4) en moyenne.

**Echanges en comité :**

Pas de remarques sur l'opération.

Axel Limacher se félicite du succès rencontré par cet objectif spécifique.

Avec l'ensemble de ces dossiers d'efficacité énergétique, le FEDER permet la rénovation énergétique de 626 logements, ce qui représente 1% des logements sociaux francs-comtois. Le travail a été engagé avec le programme 2007-2013 et il continue avec ce nouveau programme FEDER/FSE 2014-2020.

Jean-François Islasse souligne également l'économie importante de gaz à effet de serre et rappelle l'impact social, avec une baisse fréquente des loyers/charges pour les occupants.

<b>Avis de l'instructeur</b>	favorable à une présentation en CRP
<b>Avis du pré-comité</b>	Favorable à une présentation en CRP si compléments attendus apportés au CRP (Calcul de l'équivalent subvention brut –ESB- sur l'écoprêt de la CDC et décision Effilogis)
<b>Avis du CRP</b>	Favorable

- **62001 - SYNDICAT MIXTE POUR L'EQUIPEMENT ET L'ANIMATION DU PLATEAU DE RETORD ET DU HAUT VALROMEY – Réhabilitation du bâtiment d'accueil en pôle multi saisons à la porte de Cuvery (01).**

**Description de l'opération :**

Le Syndicat Mixte du Plateau de Retord a fait en 2004 l'acquisition d'une ancienne auberge à la porte de Cuvery sur le Plateau de Retord situé à 1 100 m d'altitude sur la Commune de Châtillon-en-Michaille dans l'Ain. Il souhaite aujourd'hui la réhabiliter en pôle d'accueil multi-saisons afin de garantir un accueil de qualité aux touristes pratiquant des activités sur le site.

La réhabilitation comprendra :

- Une salle hors sacs accessible au PMR,
- Des sanitaires
- Une salle d'exposition à thème orienté vers l'activité économique du territoire (filière bois, agriculture et pierre).

**Financement de l'opération :**

Coût total éligible retenu	FEDER	Taux FEDER	Etat	Région	Département	Autre public	Privé	Bénéficiaire
541 035,00 €	117 412,25 €	21,7%	71 950,00 €			216 414,00 €		135 258,75 €

**Synthèse de l'instruction :**

- Les commandes publiques ne sont pas encore engagées.
- Le permis de construire est accordé.
- Pas de recette
- Hors d'aide d'Etat

Avis favorable du Commissariat à l'Aménagement du Massif du Jura.

**Echanges en comité :**

Axel Limacher questionne sur l'accessibilité du site et demande si quelqu'un s'occupera de l'accueil. François Bittard répond que le site est accessible tout au long de l'année gratuitement. Le gestionnaire de la location (non éligible dans le cadre de l'opération) sera en charge de la gestion de l'équipement et de l'accueil des visiteurs.

Dominique De Filippo rappelle que le DOMO a été envoyé en consultation écrite aux membres du comité de suivi. Les légères modifications apportées, qui seront présentées en comité de suivi le 9 avril, n'ont pas d'impact sur cette opération.

<b>Avis de l'instructeur</b>	Ce projet répond parfaitement aux objectifs du PO et de la fiche 6.2 puisqu'il vise à améliorer l'attractivité du massif du Jura en favorisant la fréquentation tout au long de l'année. Favorable à une présentation en CRP.
<b>Avis du pré-comité</b>	Favorable à une présentation en CRP.
<b>Avis du CRP</b>	Favorable

1 - Monsieur Lehmann informe les membres du CRP de l'état d'avancement de la programmation. A ce jour les projets d'appels à projets sont consultables sur le site web de la DIRECCTE. Ces appels à projets seront présentés pour avis au comité régional de suivi pluri-fonds du 9 avril, pour approbation et validation par l'autorité de gestion déléguée, le préfet de région. Cette validation du partenariat régional est nécessaire pour démarrer la programmation du volet déconcentré du PON. Les appels à projets précisent les objectifs spécifiques du PON ouverts à la programmation en région Franche Comté, ainsi que les critères de sélection spécifiques proposés par l'AGD. A la suite de cette validation par le CSR, les AAP seront mis en ligne sur le site national « Ma démarche FSE » sur lequel les candidats aux subventions pourront déposer leurs demandes.

2 – Monsieur Lehmann informe ensuite le CRP de la transmission au service instructeur de la DIRECCTE, de 4 appels à projets départementaux, transmis pour avis préalable du CRP. Il s'agit des appels à projets émis dans le cadre de la programmation des subventions globales axe 3 du PON, dont les 4 départements ont fait la demande auprès de monsieur le préfet de région. Monsieur Lehmann rappelle qu'il ne s'agit pas d'une procédure réglementaire, ni obligatoire, ainsi que l'a confirmé la DGEFP interrogée récemment sur ce point. Par ailleurs les demandes de subventions globales transmises par les 4 départements ne sont encore pas instruites ni programmées. Monsieur Lehmann propose donc de revenir ces appels à projets dans le cadre de la présentation qui sera faite des demandes de subventions globales, pour programmation, lors du comité de programmation du 5 juin 2015.

3 – Monsieur Limacher s'interroge sur les conditions de mobilisation des crédits du FSE axe 3 du PON sur les objectifs de la politique de la ville et rappelle les engagements de l'Etat à mobiliser 10 % des crédits de l'axe 3 sur les objectifs de cette politique, en lien avec les interventions du PO FEDER /FSE région sur l'axe urbain. Monsieur Lehmann note cette demande et s'engage à ce que l'Etat fasse prochainement une proposition en ce sens aux parties prenantes Région et Départements.

Monsieur De Filippo rappelle aussi l'urgence de conclure l'accord sur les lignes de partage en les deux PO, FEDER/ FSE région et PON FSE déconcentré, et l'importance qu'attache la commission européenne à la définition précise des lignes de partage entre programmes. Monsieur Lehmann répond que ce n'est plus qu'une question de signature et que l'accord est arrêté sur le fond. L'accord est actuellement dans le circuit de signature.

La prochaine réunion du comité régional de programmation est prévue le vendredi 5 juin 2015 à 9h en visio-conférence (salle 2 de la City pour le Doubs).

Fait à Besançon, le **- 5 MAI 2015**

La Présidente  
du Conseil Régional

Pour la Présidente et par délégation,  
Le Directeur Général des Services

Gilles Da Costa

Le Préfet de région

Pour le Préfet de Région,  
L'adjointe au Secrétaire Général  
pour les Affaires Régionales

Nathalie DAUSSY



## ANNEXES

### PO FEDER/FSE 2014-2020

- Volet FEDER : Liste des opérations programmées

# ANE – Liste des opérations programmées

## Prisme opérationnel FEDER/FSE – Volet FEDER

### Opérations programmées :

n° de	Intitulé de l'opération	Bénéficiaire	Coût total éligible retenu	FEDER	Taux FEDER	Etat	Région	Autre public	Bénéficiaire
13	Intrepeneur de demain 2014-2015	BGE Franche Comté	676 854,42 €	271 000,00 €	40,0%		304 500,00 €	1 800,00 €	99 554,42 €
14	Mission de développement des affaires de l'ESS	CRESS	103 594,54 €	37 000,00 €	35,7%	21 000,00 €	30 000,00 €		15 594,54 €
32	habitation de 24 pavillons individuels - rue Marcel Peltier à Saint Oup sur Semouse	HABITAT 70	721 016,80 €	96 000,00 €	13,3%		96 000,00 €	51 558,27 €	477 458,53 €
32	habitation de 4 pavillons - 7 à 15 rue Docteur Doudier à Pesmes	HABITAT 70	142 510,00 €	16 000,00 €	11,2%		16 000,00 €	11 340,72 €	99 169,28 €
32	habitation de 38 logements - 10 rue de l'Ancien octroi à Vesoul	HABITAT 70	621 410,00 €	133 000,00 €	21,4%		144 913,04 €	46 359,57 €	297 137,39 €
32	opération ETUPES Tours Vosges - Jura - Pyrénées 1 bis, 3 bis, 5 bis 1e Cuver à Etupes	IDEHA	1 628 083,13 €	378 000,00 €	23,2%	399 014,79 €	137 981,16 €		713 087,18 €
32	habilitation énergétique de 106 logements Quartier de la Pépinière	TERRITOIRE HABITAT DU TERRITOIRE DE BELFORT	1 104 920,89 €	371 000,00 €	33,6%		81 845,99 €	14 183,32 €	637 891,58 €
32	habilitation énergétique de 222 logements et de 3 locaux annexes, quartier des Glacis du Château de Belfort : 70 logements 1-5 et 9-17 rue ayot. 89 logements 21-25 et 27-29 rue Payot et 63 logements 41-47 et	TERRITOIRE HABITAT DU TERRITOIRE DE BELFORT	4 510 336,10 €	777 000,00 €	17,2%		360 000,00 €	57 348,04 €	3 315 988,06 €
32	mélioration de 124 logements - 15-17-19-21 rue Schlumberger à esançon (G 137)	HABITAT 25	1 657 172,90 €	465 000,00 €	28,1%		120 000,00 €	323 574,68 €	748 598,22 €
62	habilitation du bâtiment d'accueil den pôle multi saison à la Porte de	SYNDICAT MIXTE DU PLATEAU DE RETORD ET DU HAUT VALROMEY (01)	541 035,00 €	117 412,25 €	21,7%	71 950,00 €		216 414,00 €	135 258,75 €